



HAL
open science

La société syrienne, entre résilience et fragmentation

Elisabeth Longuenesse, Laura Ruiz de Elvira

► **To cite this version:**

Elisabeth Longuenesse, Laura Ruiz de Elvira. La société syrienne, entre résilience et fragmentation . Confluences Méditerranée , 2016, Syrie, entre fragmentation et résilience, 4/2016 (99), pp.9-18. hal-01410081

HAL Id: hal-01410081

<https://hal.science/hal-01410081>

Submitted on 6 Dec 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La société syrienne, entre résilience et fragmentation

Elisabeth Longuenesse et Laura Ruiz de Elvira

Après 5 ans d'un conflit qui avait commencé comme un soulèvement pacifique avant d'entraîner le pays dans la spirale d'une violence incontrôlée, la Syrie, son peuple, sa société, apparaissent aujourd'hui dans un état de fragmentation et de délitement extrêmes. En effet, plus de la moitié des Syriens ont été chassés de leurs maisons par la répression et les bombardements du régime de Bachar al-Assad et, plus récemment, par la violence des groupes jihadistes et les frappes russes et occidentales. Ils sont probablement au moins 6 millions à avoir quitté le pays pour se réfugier principalement dans les pays voisins¹, tandis qu'un certain nombre a réussi à rejoindre l'Europe après un périple autant dangereux qu'épuisant. On évalue à au moins 300 000 le nombre de morts, bien que le décompte officiel ait été arrêté en avril 2014². Des milliers de militants pacifiques, mais aussi de citoyens ordinaires ayant simplement tenté de porter secours à leurs concitoyens, sont morts sous la torture³.

Le territoire est aujourd'hui divisé en quatre grandes zones sous le contrôle respectivement des forces du régime, de l'opposition dite modérée (particulièrement hétérogène), des Kurdes du PYD, et de l'Organisation de l'État Islamique⁴, chacune de ces zones étant en réalité morcelée entre une multiplicité d'acteurs, milices et économies de guerre locales. Le caractère confessionnel et ethnique des violences s'est aggravé dramatiquement depuis 4 ans, ne laissant que peu de place aux courants transcommunautaires défendant l'idée d'une Syrie unie pour tous les Syriens, quelle que soit leur identité ethnique ou religieuse. A cela s'ajoutent les Syriens désormais en exil, au Proche-Orient ou ailleurs, dont l'identité se transforme au gré des interactions avec les populations et les autorités locales et dont le retour dans leur pays d'origine semble de plus en plus incertain. Dans ce contexte, où en est la société syrienne ? Quelles logiques la traversent et la façonnent ? Quelles modalités d'action collective adopte-t-elle ? Comment en rendre compte ?

Le parti-pris de ce numéro de *Confluences Méditerranée* est de refuser les discours médiatiques qui tendent à réduire le « conflit syrien » à deux parties, ou au mieux trois : le régime, certes brutal mais « protecteur des minorités », l'« État Islamique », groupe jihadiste « obscurantiste et

¹ Pour une population d'environ 21 millions d'habitants en 2011. L'UNHCR avait enregistré 4 800 000 réfugiés répartis entre les pays voisins (Turquie, Liban, Jordanie, Égypte, Irak, Maghreb), à la date du 18 septembre 2016. Nombre de réfugiés n'étant pas enregistrés, leur effectif réel est beaucoup plus important. A cela s'ajoutent 1 120 000 demandeurs d'asile en Europe entre avril 2011 et juillet 2016. (<http://data.unhcr.org/syrianrefugees/regional.php>, consulté le 22 sept 2016)

² Chiffre de l'OSDH en septembre 2016, généralement repris par la presse. A prendre évidemment avec précaution, compte-tenu de la difficulté à accéder aux informations sur le terrain. Ce chiffre n'a en outre pas évolué depuis 2014. Les dernières estimations parlent plutôt de 500.000 morts (<http://www.liberation.fr/planete/2016/03/10/bilan-des-victimes-l-impossible-comptage-1438845>).

³ Garance Le Caisne, *Opération César*, Paris, Stock, 2015

⁴ Jihad Yazigi. *Quatre régions, quatre autorités en Syrie*, s. d. Consulté 30 juillet 2016, à l'adresse <http://orientxxi.info/magazine/syrie.1416>.

sanguinaire », et les Kurdes, qui seraient les seuls à avoir un projet laïc non confessionnel, en oubliant les Syriens, réduits à un ensemble indifférencié de victimes de la violence d'un régime criminel d'un côté, de la barbarie jihadiste de l'autre. Or, ces derniers, que l'on renvoie tantôt à des identités confessionnelles irréductibles, tantôt à l'état de victimes passives, déploient une énergie sans limite pour tenir bon, organiser la solidarité et les secours⁵, éduquer leurs enfants, sans attendre l'aide d'ONG internationales souvent empêtrées dans leur contraintes bureaucratiques. Depuis 2011, ils font preuve d'une inventivité et d'une imagination extraordinaires, tant pour résoudre les problèmes de la vie quotidienne que dans le déploiement de multiples formes d'expression culturelles, pour raconter ce qu'ils vivent, dire leurs espoirs, résister moralement à la tragédie, et ouvrir des voies vers un nouvel avenir.

En écho à une précédente livraison de *Confluences Méditerranée* sur « La tragédie syrienne » (n° 89, Printemps 2014) qui avait privilégié la dimension politique et les enjeux régionaux de cette crise, notre objectif est ici d'apporter un éclairage sur ce que vivent les Syriens depuis 2011, ce qu'ils font et inventent comme modes d'organisation, de communication et d'expression, en Syrie et dans les pays de l'exil, en laissant de côté un instant les enjeux géopolitiques d'un conflit qui, hélas, leur échappe largement. Notre hypothèse est que la fragile société civile syrienne qui avait commencé à émerger avant 2011⁶, se développe, s'invente et se réinvente dans l'épreuve, en adoptant des formes tant originales que variées, façonnées par la nécessité et les contraintes mais aussi par une liberté retrouvée et par un engagement profond et responsable, et que ce faisant, c'est aussi l'avenir de la Syrie et des Syriens qu'elle prépare. Sans sous-estimer les risques induits par la violence, le sectarisme et l'intolérance, il nous paraît essentiel de rendre justice et visibilité aux efforts des Syriens de tous bords et à leur capacité de résilience et de résistance face à l'adversité. Des Syriens qui sont dès lors appréhendés non pas comme des sujets passifs mais comme des agents dotés d'une « capacité d'agir » réelle.

Il nous a semblé enfin important, dans cet esprit, de faire appel à des voix syriennes (y compris en faisant l'effort d'une traduction de l'arabe) et d'associer des témoignages et des réflexions d'acteurs, parfois à l'état brut, à des contributions plus analytiques et réflexives de jeunes chercheurs ayant une connaissance approfondie du terrain – qu'ils soient ou non originaires de la région – et s'exprimant en français et en anglais. Le soutien du programme européen WFAW (*When Authoritarianism Fails in the Arab World*), dirigé par François Burgat, a été précieux dans cette entreprise.

Ce qui ressort de ce dossier, c'est un mélange d'enthousiasme et de découragement, de dynamisme et de résignation, que nous proposons de problématiser en termes de tension entre *résilience* et *fragmentation* qui caractériserait la situation de la société syrienne après ces 5 ans d'affrontements et de traumatismes successifs. A la *fragmentation* croissante du pays et de la société que met en avant Akram Kachee, à l'éparpillement des familles dans les déplacements et l'exil qui ressort des propos des uns et des autres, à l'état de siège dont nous parle Salim Salamah et auquel sont soumis des villes entières comme Daraya et des quartiers comme ceux d'Alep Est, s'oppose ce que nous nous risquons à qualifier de *résilience* de la société syrienne, au sens où, face à la guerre et aux difficultés innombrables, les Syriens continuent à trouver des ressources pour faire triompher la vie sur la mort et la destruction : « *People can be incarcerated or killed, but lived experience cannot* » nous dit Thomas Brond. Mais il est vrai que les sociétés d'accueil, dans les pays limitrophes, sont elles aussi mises à rude épreuve, sommées de répondre

⁵Le groupe de secouristes le plus connu est celui des « White Helmets », nominés au prix Nobel de la paix en 2016. Pour en savoir plus : <http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/syria-conflict-aleppo-white-helmets-air-strikes-nobel-peace-prize-jo-cox-a7346591.html>.

⁶Laura Ruiz de Elvira, « Retour sur la révolte syrienne : conditions de départ et premières mobilisations », *Annuaire Français de Relations Internationales*, vol. XV, juin 2014, pp. 673-689.

à un défi qui, au Liban⁷comme en Jordanie, fragilise un peu plus une économie et un système politique déjà en péril, tandis qu'en Turquie comme au Liban, les réfugiés se retrouvent pris au piège des conflits politiques et des violences internes. Quant à la "résilience du régime" syrien, qu'évoque encore Thomas Brond, n'est-elle pas une illusion que ce même régime s'efforce d'entretenir, dès lors qu'il n'existe plus que grâce au soutien de puissances et de milices étrangères, du Hezbollah à la Russie en passant par l'Iran et les milices irakiennes ? Que dire encore de la résilience du régime jordanien (Hana Jaber) qui est quant à lui fortement tributaire, d'une autre façon, de l'aide occidentale ? En mettant l'accent sur la notion de résilience, ce dossier interroge les processus d'adaptation et les arrangements institutionnels et informels qui ont lieu au niveau local face à des conditions sans cesse changeantes et de plus en plus extrêmes.

Mais combien de temps les Syriens pourront-ils encore tenir face aux bombardements répétés, à l'encerclement des villes rebelles et à l'acharnement du régime, à l'impasse diplomatique et à l'indifférence internationale, et aux aides humanitaires qui ne suffisent pas ? La capitulation d'une ville comme Daraya, l'épuisement des populations d'Alep Est et l'exode de plus en plus d'activistes vers l'Europe et l'Amérique du Nord, dessinent en effet les limites de la résilience dont il est question dans ce dossier.

Les contributions que nous avons reçues peuvent être regroupées autour de trois axes : le premier discute les expériences d'administration locale, qui se sont souvent appuyées sur le bouillonnement des coordinations civiles des débuts du soulèvement, mais se sont heurtées aux défis de la militarisation et de la fragmentation du territoire ; dans un second axe peuvent être regroupées les contributions traitant de la façon dont les Syriens vivent en exil, des problèmes auxquels ils sont confrontés, et des formes de mobilisations solidaires qui se sont mises en place ; le troisième axe enfin apporte quelques illustrations du bouillonnement culturel qui a saisi la société syrienne, et du rôle majeur qu'a joué l'utilisation des nouvelles technologies et des réseaux sociaux autant dans la vie quotidienne que dans l'invention de nouvelles formes d'expression artistique.

L'administration locale, entre expérience démocratique et violence militaire

Dès 2012, les quartiers, villes et villages qui échappent désormais au contrôle du régime sont confrontés à la nécessité d'assurer la continuité des services publics. Parallèlement, l'importance des déplacements internes pose de multiples problèmes pour l'accueil des déplacés, leur hébergement, l'accès aux biens de nécessité courante, ainsi qu'aux services de santé ou d'éducation. A l'origine des premiers « conseils locaux », qui se mettent en place pour tenter de pallier la disparition de l'État de certaines régions, comme des réseaux de solidarité qui viennent en aide aux déplacés, il y a souvent des militants issus des « coordinations » (*tansiqiyyat*) des premiers temps de la « révolution » syrienne, dont Thomas Brond rappelle le caractère profondément pluraliste, ouvert, et solidaire. Sans sous-estimer la réalité de la dérive confessionnelle, Brond suggère que quelque chose de durable s'est produit, jetant les prémises d'une profonde transformation sociale.

Mais face à la violence et à la radicalisation, Akram Kachee montre qu'il est devenu de plus en plus difficile de préserver la logique citoyenne et pacifique initiale. Les groupes radicaux, souvent armés, ont réussi à imposer leur ordre à de nombreux endroits, rejetant toute idée de pluralisme, remplaçant les tribunaux civils par une justice expéditive⁸, prétendument islamique,

⁷ Voir la livraison de mars 2015 de *Confluences Méditerranée* (n°92), parue sous le titre « La société libanaise à l'épreuve du drame syrien. »

⁸ Sur ce sujet voir Stéphane Valter, « La justice chariatique en Syrie "libérée" : un modèle juridique consensuel ? », *Confluences Méditerranée* 2014/3 (N° 90), p. 155-174 ; Adam Baczkowski, Gilles Dorronsoro et

tandis que la fragmentation du territoire complique les échanges d'expérience et que la reprise en main par le régime de villes comme Homs est synonyme de destruction et de fuite des habitants. De même, Salim Salameh rapporte comment les habitants du camp palestinien de Yarmouk, situé dans la banlieue de Damas, qui avaient commis la faute, aux yeux des maîtres du pays, d'accueillir et d'aider les fugitifs de Homs en 2012, puis leurs voisins chassés du quartier de Midan, ont fait l'expérience de cette folie meurtrière du régime. Récemment, celui-ci a finalement réussi à venir à bout, après un long siège, de la ville de Daraya, qui a longtemps été donnée en exemple pour la qualité de l'expérience démocratique qui y avait été expérimentée⁹. Les Kurdes, ou plutôt le PYD, appuyé par les groupes militaires YPG, semblent en revanche avoir réussi dans la durée à mettre sur pied une administration efficace dans les provinces kurdes du nord du pays. Mais Amal Youssef montre que c'est au prix de la réinvention d'une logique autoritaire, et d'une mise à l'écart de toutes les autres forces politiques¹⁰. La collusion de fait avec le régime de Damas n'est pas sans mettre en lumière l'analogie de leur idéologie et de leur fonctionnement.

Exils, résilience et solidarités

A l'intérieur de la Syrie, les déplacés ont d'abord été accueillis et aidés par les habitants, tandis que des réseaux d'activistes civils se convertissaient dans l'action humanitaire, en s'appuyant parfois sur des structures associatives préexistantes¹¹. Ces derniers s'occupent aussi bien de recueillir des fonds de donateurs locaux ou étrangers, que de créer des « cuisines » populaires, ou des écoles improvisées pour les enfants – à l'instar de ce que Salim Salamah nous raconte à propos du camp de Yarmouk. Avec l'intensification de la répression, beaucoup ont dû fuir le pays, et ont poursuivi leur action dans les pays d'exil voisins, où l'on a vu fleurir les groupes informels et associations créés par des jeunes syriens (et palestiniens de Syrie) pour organiser la solidarité et aider les réfugiés.

S'il ne faut pas oublier la situation difficile des déplacés à l'intérieur de la Syrie, le nombre des réfugiés dans les pays limitrophes a en effet atteint une masse de plus en plus critique. Ils y ont d'abord bénéficié d'un élan de solidarité de leurs voisins proches. En Turquie et en Jordanie, ils étaient considérés comme des « invités », notent Rustum Mahmoud et Hana Jaber. Il est vrai que ce qualificatif permettait aussi de ne pas envisager un accueil de longue durée. Ni le Liban ni la Jordanie ne sont en effet signataires de la convention de Genève et ne sont prêts à leur reconnaître un statut de réfugié, tandis que la Turquie n'accorde ce statut qu'aux réfugiés en provenance d'Europe (et plus précisément des Balkans). Mais dans les trois cas, la présence ancienne de travailleurs, de commerçants, d'étudiants syriens, a aussi contribué à faciliter cet

Arthur Quesnay, *Building a Syrian State in a Time of Civil War*, Washington DC, Carnegie Endowment for International Peace, The Carnegie Papers, Middle East, avril 2013.

⁹ Sur Daraya voir Caroline Donati, « Les *chababs* de Daraya, genèse et filiation du Mouvement syrien pour la non-violence », dans François Burgat et Bruno Paoli (dir.), *Pas de Printemps pour la Syrie*, Paris, La Découverte, 2013. Voir aussi le site (bilingue arabe/anglais) *Syria Untold, Cities in Revolution/Hikaya ma nhakat, Mudun fi al-thawra*, créé récemment, qui s'est donné pour tâche de faire le récit de l'expérience révolutionnaire vécue dans un certain nombre de villes de Syrie. Les premiers récits concernent Salamiyeh, Deir Ezzor et Qameshli ; sont annoncés prochainement des articles sur Banyas, Deraa et Zabadani. Voir <http://cities.syriauntold.com/>.

¹⁰ On pourra également lire l'article de Arthur Quesnay et Yohanan Benhaim « L'espace politique kurde dans le conflit syrien : intégration régionale et polarisation partisane », in *Partis et partisans dans le monde arabe 2011* (sous la direction de Robin Beaumont et Xavier Guignar), *Confluences Méditerranée*, 2016/3 (N°98), p.75-88

¹¹ Laura Ruiz de Elvira, « L'autre face du conflit syrien : déplacés, réfugiés et aide humanitaire », *Moyen-Orient*, n°19, 2013.

accueil, jusqu'à ce que l'explosion des effectifs rende la situation de plus en plus tendue. En Jordanie et au Liban, la proportion des réfugiés dépasse largement 20 à 25% de la population et la pression qui en découle sur les infrastructures et les ressources de ces deux pays, déjà fragiles, atteint la limite du soutenable. En Turquie, la taille du pays lui permet d'amortir un peu mieux le choc mais, à la différence des deux autres, la langue y introduit une barrière. Dans ce pays (comme au Liban¹²), Rustum Mahmoud rappelle que les Syriens sont pris dans des enjeux politiques nationaux, dans les tensions entre camps politiques rivaux et irréconciliables, qui rendent leur situation d'autant plus délicate.

Lorsque la question des modalités d'un accueil plus durable s'est posée, organisations internationales, intergouvernementales ou non gouvernementales se sont mobilisées aux côtés du HCR pour fournir des secours et aider les gouvernements à gérer la pression sur les structures de santé ou les écoles publiques. Mais ces ONG internationales, soulignent Steven Dixon et ses collègues, ne pourraient rien sans le relais des associations syriennes, que ce soit en Syrie même (où leur liberté de mouvement est fortement limitée par le régime et par les groupes jihadistes) ou à l'étranger. Enfin, si la Turquie et la Jordanie (à la différence du Liban) ont installé, avec l'aide du HCR, des camps d'accueil pour les réfugiés où la distribution de l'aide, la mise en place de services et l'ouverture d'écoles est plus facile, ces camps enferment les réfugiés dans une situation de grande dépendance – même si, comme le note Hana Jaber, cela n'entrave pas complètement leur capacité d'initiative.

Ce sont donc une fois de plus d'abord les Syriens qui se mobilisent de multiples manières. Ils créent des entreprises, ouvrent des ateliers, des commerces et des restaurants, nous racontent Hana Jaber et Rustum Mahmoud, où ils emploient leurs compatriotes. A Gaziantep, ville turque où le gouvernement provisoire de l'opposition syrienne s'est installé, 300 000 Syriens, avec leurs cafés, leurs commerces d'alimentation, leurs ateliers et leurs écoles, ont fait surgir une ville syrienne au sein et en parallèle de la ville turque. Mais les difficultés économiques, autant que le nombre insuffisant de places dans les écoles, entraînent l'apparition de phénomènes souvent observés en situation d'exil forcé, comme le travail des enfants, ou celui des mariages précoces pour les petites filles. C'est aussi à cela que sont confrontés ONG et activistes, contre cela qu'ils essaient de mobiliser les familles, comme leurs concitoyens. Si le creusement des inégalités sociales et économiques observé en Syrie dans les années 2000 a sans doute été un des facteurs de la révolte, la tragédie actuelle contribue à les accentuer jusqu'à devenir un grave risque pour l'avenir.

Activisme culturel et inventions formelles

Si la « révolution », telle qu'elle est nommée par les Syriens, a suscité une immense mobilisation civile, elle a aussi entraîné une explosion des imaginaires et des modes d'expression. Celle-ci s'est d'abord exprimée à l'occasion des manifestations hebdomadaires, par les slogans, les chants, la diffusion des images et de récits¹³, puis dans la durée, par un renouvellement impressionnant de la production culturelle, et le développement des médias d'information et de

¹² Voir Vincent Geisser, « La question des réfugiés syriens au Liban : le réveil des fantômes du passé », in *Confluences Méditerranée* n°87, 2013 ; Elisabeth Longuenesse (dir.), *La société libanaise à l'épreuve du drame syrien*, *Confluences Méditerranée*, n°92, 2015 ; Nicolas Dot-Pouillard et Jean-Baptiste Pesquet, « Les réfugiés syriens au Liban : l'émergence progressive d'un discours de neutralité ? » in *Confluences Méditerranée* n°92, 2015. Sur les conditions d'accueil des réfugiés au Liban et le rôle ambigu des ONG, voir aussi : Carpi, E. (s. d.). *The Everyday Experience of Humanitarianism in Akkar Villages* (http://cskc.daleel-madani.org/paper/everyday-experience-humanitarianism-akkar-villages#_edn10)

¹³ Voir un recueil de ces pratiques sur le site <http://www.creativememory.org/?lang=en>. Voir également les chapitres dédiés à ce sujet dans l'ouvrage *Pas de Printemps pour la Syrie*.

débat. Internet a joué un rôle central dans ce processus, et a suscité la création de nombreux sites de diffusion d'images et de films vidéo, rappelle Nicolas Appelt¹⁴.

L'usage des nouvelles technologies a permis la mise en réseau des groupes de militants d'une ville à l'autre, les échanges autour des slogans et des formes d'organisation et la circulation de l'information. Il a aussi pris des formes plus modestes et pourtant fondamentales, répondant au besoin de communiquer au quotidien. Dans la région d'Idleb, où ont enquêté Yazan Badran et Enrico De Angelis, les habitants ont inventé des moyens inédits pour contourner la coupure ou la destruction des réseaux téléphoniques ou sans fil, grâce à des dispositifs légers et peu coûteux : des « boîtes aux lettres » relevées par des animateurs de radio aux talkies walkies permettant aux familles dispersées de continuer à communiquer, passant par des points relais qui élargissent l'espace accessible et par l'usage d'outils comme facebook, whatsapp ou youtube.

Ces nouveaux outils induisent de nouvelles formes de communication et d'expression explorées par Yassine al-Haj Saleh. La transformation sociale que Brond d'abord, Yazan et de Angelis ensuite, voient se dessiner à travers ces expériences, c'est aussi l'émergence de nouveaux individus autonomes, de nouvelles formes de *radicalité*, qui suscitent une écriture « habitée », loin du formalisme creux de nombreux écrits de l'époque baassiste. Or, nous dit Yassine, cette révolution ne concerne pas que les Syriens, la question syrienne est devenue une question mondiale, tandis que les défis auxquels est confronté le reste du monde concernent aussi les Syriens.

C'est bien une révolution culturelle qui est en marche, illustrée par la floraison des expérimentations dans tous les domaines, du cinéma au théâtre en passant par les arts plastiques. Vincent Vulin et Nicolas Appelt nous proposent deux illustrations de ce « grand mouvement de créativité » qui caractérise les débuts du soulèvement et s'est poursuivi tout au long de ces terribles 5 dernières années. Comme Nawar Bulbul, homme de théâtre, critique de toujours vis à vis du régime, a été amené à repenser le sens de son engagement, beaucoup d'artistes ont choisi le camp de la contestation. L'art devient pour eux un outil de lutte. Ils s'en saisissent pour témoigner, mais aussi pour comprendre, comme Ziad Kalthoum, dont Nicolas Appelt rapporte l'itinéraire, en montrant comment il s'inscrit dans le contexte sensible des premiers mois de mobilisations. Comprendre ce qu'ils vivent en faisant parler les gens, c'est ce que font de nombreux cinéastes en inventant à leur tour de nouvelles formes artistiques et en faisant un nouvel usage de l'image¹⁵.

Ces deux expériences révèlent l'importance de l'expression culturelle dans les pays de l'exil proche, mais aussi du détour et de la mobilisation dans les pays d'exil plus lointain, et l'intense circulation des idées et des œuvres grâce à Internet. Là encore, on peut imaginer que quelle que soit l'issue, pour l'instant lointaine, de la catastrophe en cours, il n'y aura pas de retour en arrière.

¹⁴ Voir à titre d'exemple les sites Bidayyat (<http://bidayyat.org/>) et Abounaddara (<https://www.abounaddara.com/>).

¹⁵ Cécile Boex, « La grammaire iconographique de la révolte en Syrie : Usages, techniques et supports », *Cultures & Conflits*, n° 91/92, 2013, pp. 65-80.